

M. l'Orateur: A l'ordre. Ce que j'ai dit à propos de la question précédente s'applique à celle-ci également. A mon avis, elle est irrecevable parce que beaucoup trop générale. Le député pourrait suivre ma suggestion et demander si on fera une déclaration.

M. Lundrigan: Je puis certainement le demander au ministre, mais je me demandais si ce dernier avait l'intention de relancer le programme «Nouveau départ». Cependant, je demanderai au ministre s'il fera une déclaration sur ce sujet très important.

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je verrai s'il y a lieu de faire une telle déclaration.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LA PRÉSUMÉE DIRECTIVE DU GOUVERNEMENT À LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, ma question au ministre des Finances se rapporte à d'autres qu'on lui a déjà posées. Vu que la Commission des prix et des revenus a, plus tôt cette année, accepté du gouvernement la responsabilité de donner des directives aux aciéries au sujet des prix de l'acier, comment le ministre concilie-t-il sa présente déclaration qu'aucune directive n'a été donnée avec l'action que le ministre de la Consommation et des Corporations a réclamée il y a quelque temps?

M. l'Orateur: A l'ordre. Quand un député demande à un ministre de concilier deux déclarations, la question est évidemment litigieuse et non recevable.

LES PENSIONS

SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE—L'AUGMENTATION DE LA PENSION AVANT LA FIN DE LA SESSION

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Finances? Étant donné qu'en fin de semaine et de nouveau cet après-midi à la Chambre, le ministre a exprimé la sympathie du gouvernement pour les pensionnés de la vieillesse, le gouvernement envisage-t-il maintenant d'augmenter la pension avant la fin de la session?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Pas que je sache, monsieur l'Orateur.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre dirait-il ce que vaut ce sentiment de sympathie?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur,...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

L'hon. M. Hees: Benson les trente piastres.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE AMBASSADE EN ROUMANIE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement prend-il des mesures pour remédier à l'anomalie qu'il a signalée, savoir l'absence d'un ambassadeur pour représenter le Canada en Roumanie, qui est non seulement un pays important, mais qui a souffert récemment de graves sinistres?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme l'a dit le député, nous n'avons pas d'ambassadeur résident à Bucarest. Cependant, comme preuve des relations de plus en plus étroites entre nos deux pays, le gouvernement roumain a décidé de désigner un ambassadeur résident à Ottawa. Durant mon séjour à Bucarest, j'ai dit au ministre des Affaires étrangères que dès que mon collègue, le ministre des Finances, me donnera un peu plus d'argent, nous songerons à faire la même chose à Bucarest.

M. Brewin: Une question supplémentaire. Le retard apporté à désigner un représentant dans cet important pays est-il ainsi attribuable à la politique d'austérité du gouvernement?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il ressort nettement de certaines de mes déclarations que le gouvernement juge nécessaire, afin d'assurer la stabilité financière du pays, de contrôler minutieusement les dépenses. Par suite du programme institué l'an dernier, nous avons effectivement fermé certaines missions, et nous ne les rouvrons pas aussi rapidement que nous le souhaiterions. Je suis sûr que les députés d'en face approuveront nos efforts louables à cet égard.

L'ÉTABLISSEMENT D'AMBASSADES OU DE MISSIONS COMMERCIALES DANS LES PAYS FRANCOPHONES

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Son ministère accorde-t-il la priorité à l'établissement d'ambassades ou de missions commerciales dans des pays francophones?